

POINTS SAILLANTS

- Un groupe armé non identifié, démantelé par l'armée
- La justice pour mineur soutenue par l'UNICEF
- Arrivée de M. Modibo Touré en RCA

Contexte et Sécurité

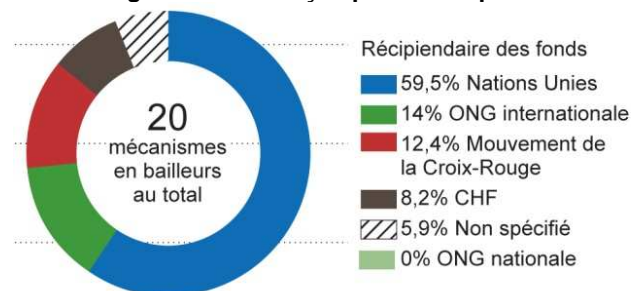
Un groupe armé non identifié, démantelé par l'armée

Le 19 juillet, l'Armée nationale centrafricaine a attaqué et démantelé une position d'hommes armés non identifiés dans le village Mboui, à 85 km au nord-ouest de Bangui dans la préfecture de l'Ombella M'Poko. Ces hommes armés sont suspectés d'être des bandits de grand chemin, communément appelés «coupeurs de route».

Suite à l'assaut de l'armée nationale, ces hommes armés ont tué un chef traditionnel des éleveurs peulhs de la région. Ils ont accusé celui-ci d'avoir révélé leur position à l'armée nationale.

Financement humanitaire

Pourcentage des fonds reçus par les bénéficiaires



Processus CAP 2012 en RCA:

Le Processus d'Appel Consolidé (CAP) 2012 pour la RCA, est axée sur deux objectifs stratégiques: 1) S'assurer que les personnes touchées par les conflits et autres crises humanitaires accèdent aux services de base et promouvoir le respect de leurs droits humains fondamentaux; 2) Renforcer les capacités des personnes touchées par la crise et encourager leur autonomisation.

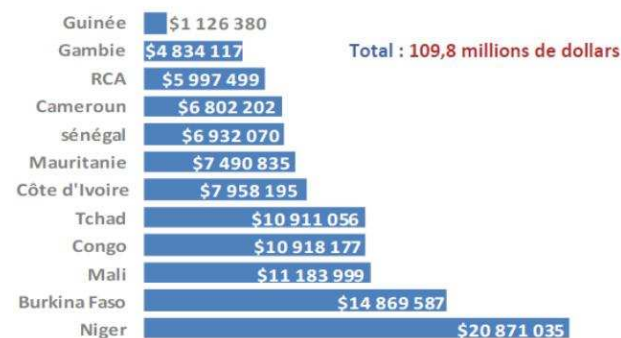
Lors de la revue à mi-parcours du CAP 2012, la RCA a reçu 83,1 millions de dollars américains, dont 17,2 millions de dollars américains financés au Comité International de la Croix-Rouge (CICR), Médecins Sans Frontières (MSF) et d'autres projets qui ne sont pas inclus dans le CAP. Près de 65,9 millions de dollars américains ont été alloués aux projets humanitaires dans le CAP 2012, couvrant ainsi 53,1% des besoins identifiés.

Le CAP 2012 pour la RCA requiert 134.000.000 de dollars américains, afin de permettre aux partenaires de répondre aux besoins de base de 1,9 millions personnes (plus de 45% de la population estimée) vulnérables en RCA. Ce montant a été revu à 124 million de dollars lors de la revue à mi-parcours du CAP.

Le CERF:

Le Fonds central pour les interventions d'urgence des Nations Unies (CERF) est un mécanisme de financement qui permet une réponse rapide et efficace aux urgences humanitaires.

Allocations CERF par pays (au 30 juin 2012)

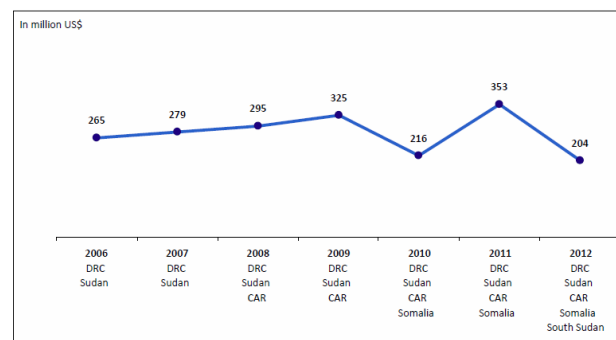


Allocations CERF par urgences (en millions au 30 juin 2012)

Au cours du deuxième trimestre 2012, le CERF a alloué plus de 48,6 millions de dollars à neuf pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre: le Niger, le Burkina Faso, le Congo, la Mauritanie, la RCA, la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Mali et le Sénégal. En réponse à la crise alimentaire survenue dans le nord-est de la RCA (préfecture de la Vakaga), 45 projets ont été approuvés pour financement du CERF pour un montant total de 1.993.713 dollars américains. Ces fonds ont été alloués comme suit:

- Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance-UNICEF (santé): 48.180 dollars américains;
- UNICEF (Nutrition): 479.972 dollars américains;
- Le Fonds des Nations Unies pour la Population-UNFPA (Santé): 120.075 dollars américains;
- L'Organisation Mondiale de la Santé-OMS (santé): 104.222 dollars américains;
- Le Programme Alimentaire Mondial-PAM (sécurité alimentaire): 1.241.264 dollars américains.

Les contributions du CHF de 2008 à ce jour en RCA:



Pour rappel (réf. bulletin d'information 198), le 9 juillet, le Coordonnateur Humanitaire ad intérim en RCA, a approuvé 14 projets pour un montant total de 3.105.000 de dollars américains à travers la première allocation standard du Fonds Humanitaire Commun (CHF). Contactez Abdoulaye Sawadogo: sawadogoa@un.org ou Severin Yangou: yangou@un.org pour plus d'informations

Activités humanitaires/ développement

La justice pour mineurs soutenue par l'UNICEF

La première session de formation pluridisciplinaire des acteurs du système judiciaire pour mineurs s'est tenue à Bangui du 29 mai au 2 juin. Coordonné par le Ministère de la Justice et appuyé par l'UNICEF à travers le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix, près de 50 acteurs à travers le pays ont pu bénéficier de cette formation. Il s'agit en effet des policiers, avocats, travailleurs sociaux, gardiens de prison et personnel des ONG.

Le but de cette formation était de renforcer le système de protection de l'enfant et d'assurer la protection des enfants en conflit avec la loi. «*Les enfants accusés ou reconnus coupables d'avoir commis un crime ont le droit à un traitement qui favorise leur dignité et valeur, ceci en reflétant leur âge et leur réinsertion dans la société*», a déclaré, Tanya Chapuisat, Représentante de l'UNICEF en RCA, lors de son allocution.



Vue des participants à la formation. Photo: UNICEF

Les séances étaient facilitées par des représentants de l'UNICEF, les ministères de la Justice et des Affaires sociales, la Jeunesse Pionnière Nationale (JPN) et l'ONG la Voix du Cœur. Les thèmes abordés: les droits de l'enfant en vertu de la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant; l'arrestation des enfants; la détention et la réinsertion des enfants; le système juvénile pénal; le droit disciplinaire; le bien-être social des enfants et la psychologie des enfants délinquants et enfants victimes.

Grâce à ce processus, les enfants centrafricains seront désormais mieux protégés, servis et compris. L'événement s'inscrit dans le cadre d'une approche globale pour protéger les droits des groupes les plus vulnérables du pays. Récemment, à travers le pays, l'UNICEF, la Coopération Française de Développement et le Bureau Intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Centrafrique (BINUCA) ont également formé et sensibilisé 60 acteurs juridiques, 35 travailleurs sociaux, 55 officiers de police et 30 gardiens de prison sur les questions relatives aux enfants et femmes en conflit avec la loi.

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) envisage de construire, un centre de réinsertion sociale pour les enfants en dehors de Bangui.

Contactez Linda Tom: ltom@unicef.org pour plus d'informations.

24,2 millions de dollars pour la réforme économique

Le 20 juillet, le Conseil d'administration de la Banque Africaine de Développement (BAD) a approuvé un don de 24,2 millions de dollars américains à la RCA, sur les ressources de la Facilité en faveur des États Fragiles (FEF), pour le financement du troisième Programme d'Appui aux Réformes Economiques (PARE III). Les autorités se sont engagées depuis plusieurs années dans un programme de stabilisation et de développement pour répondre aux nombreux défis auxquels le pays fait face et saisir les opportunités existantes. Ce don est ainsi adossé au programme visant la consolidation de la paix, de la gouvernance et de l'Etat de droit, prévu par le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté II (DSRP-II) couvrant la période 2011-2015.

Le programme sera exécuté au courant de l'année et 2013 et contribuera au financement des budgets 2012 et 2013. Le PARE III répond ainsi à un besoin du Gouvernement centrafricain de consolider les efforts et progrès accomplis en termes de renforcement de la gestion des finances publiques et de la gouvernance des secteurs productifs. Ce programme contribuera également à la cohésion sociale et permettra au Gouvernement de fournir certains services publics essentiels (santé, éducation, etc.).

Pour plus d'informations consultez le site web de la BAD: <http://www.afdb.org/fr/news-and-events/press-releases/>

Coordination

Arrivée de M. Modibo Touré en RCA

De nationalité malienne, le nouveau Représentant Résident ad intérim du PNUD en RCA, M. Modibo Touré, est arrivé le 18 juillet, quelques jours après sa nomination par le Secrétaire Général des Nations Unies. Outre sa fonction de Représentant Résident, M. Touré a été désigné comme Adjoint à la Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations-Unies en RCA, et assumera également les fonctions de Coordonnateur Résident et Humanitaire ad intérim.

M. Modibo Touré vient de quitter le poste de Secrétaire Général de la BAD qu'il occupait en 2006. Il a également été Représentant Résident et Coordonnateur Résident et Humanitaire en Ethiopie de 2004-2005, au Tchad de 2001-2004.

M. Modibo Touré succède ainsi à M. Bo Schack.

Pour toute information ou contribution à ce bulletin, veuillez contacter:
OCHA Bangui, RCA

Laura Fultang - Chargée de l'Information et des Relations avec les donateurs | fultang@un.org
+236 70 18 80 64

Gisèle Willybiro- Maïdou - Assistante à l'Information | willybiro@un.org
+236 70 18 80 61